

Audience publique du 25 mai 2021

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 43440 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 13 août 2019 par Maître Awedeou Petchezi, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, avocat à la Cour, au nom de Monsieur ..., né le ... (Côte d'Ivoire), de nationalité britannique, demeurant à L-..., élisant domicile en l'étude de son mandataire sise à L-2220 Luxembourg, 595 G, rue de Neudorf, tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 4 avril 2019 portant retrait de son droit de séjour et lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours à partir de la notification de la décision en question ;

Vu l'ordonnance du président du Tribunal administratif du 16 août 2019, inscrite sous le numéro 43441 du rôle ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 16 décembre 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Luc Reding en sa plaidoirie à l'audience publique du 23 mars 2021.

En date du 5 février 2016, une attestation d'enregistrement en qualité de travailleur salarié fût délivrée à Monsieur ..., de nationalité britannique.

Par courrier du 21 janvier 2019 le ministre de l'Immigration et de l'asile, désigné ci-après par « le ministre », informa Monsieur ... de son intention de lui retirer son droit de séjour au motif qu'il ne remplirait plus les conditions de l'article 6, paragraphe (1), point 1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, désignée ci-après par « la loi du 29 août 2008 », au motif que suite à son dernier jour de travail, le 28 février 2018, et suite à la perte de la qualité de demandeur d'emploi auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi, désignée ci-après par « l'ADEM » depuis le 1^{er} août 2018, le paiement de l'indemnité de chômage ayant cessé le 30 août 2018, il aurait perdu son statut de travailleur salarié.

Le ministre informa Monsieur ..., par le même courrier, que du fait d'avoir perçu de la

part du Fonds national de solidarité, désigné ci-après par « le FNS », des prestations sociales non contributives d'un montant de ... euros, il serait à considérer comme une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale en application de l'article 24, paragraphe (4) de la loi du 29 août 2008, tout en invitant ce dernier à présenter ses observations à ce sujet.

Aucune prise de position n'étant parvenue au ministre, ce dernier procéda au retrait du titre de séjour de Monsieur ... par décision du 4 avril 2019 dans les termes suivants :

« (...) Par la présente, je me permets de revenir au dossier sous rubrique et de vous informer comme suit.

Il découle du dossier que je vous ai informé par courrier du 21 janvier 2019 de mon intention de révoquer votre droit de séjour, alors qu'en ce moment-là vous n'avez plus rempli les conditions prévues par l'article 6 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Or, après réexamen de votre dossier, je constate que vous ne remplissez toujours pas les conditions prévues par l'article 6 de la loi susnommée, malgré le fait que votre conjointe, Madame ..., exerce une activité professionnelle.

Je constate par ailleurs que votre ménage est toujours bénéficiaire du revenu d'inclusion sociale et ce depuis le 1^{er} octobre 2018. Ainsi, votre ménage a perçu jusqu'ici des prestations sociales non contributives de la part du Fonds national de solidarité à hauteur de ... euros.

Il ressort de ces éléments que vous représentez une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale aux termes de l'article 24, paragraphe (4) de la loi susnommée.

Je tiens en outre à souligner que l'activité professionnelle de votre conjointe, à hauteur de dix heures par semaine, ne peut être considérée comme un élément pertinent en votre faveur, étant donné qu'il découle de l'analyse de votre dossier que votre ménage ne dispose clairement pas de ressources suffisantes, afin de subvenir à vos besoins. Cette analyse est d'autant plus étayée par les montants conséquents, touchés à titre de revenu d'inclusion sociale par votre ménage, ceci démontrant le caractère de charge déraisonnable.

Conformément aux articles 24, paragraphe (2) et 25, paragraphe (1) de la même loi, votre droit de séjour est retiré et vous êtes obligé de quitter le territoire dans un délai d'un mois vers le pays dont vous avez la nationalité, le Royaume-Uni, ou vers tout autre pays où vous avez le droit à la libre circulation. (...) »

Par recours gracieux introduit par le biais de son litismandataire en date du 29 avril 2019, Monsieur ... pria le ministre de reconsidérer sa décision, alors qu'il serait actuellement inscrit à l'ADEM, et que son inscription au revenu d'inclusion sociale de la part du FNS s'inscrirait dans le cadre de graves problèmes de santé qui l'auraient empêché de chercher un emploi pendant cette même phase. Le bénéfice du revenu d'inclusion de sa part s'inscrivant dès lors dans des circonstances exceptionnelles, il considéra avoir conservé sa qualité de travailleur alors qu'il serait actuellement inscrit comme demandeur d'emploi à l'ADEM.

Par décision du 26 juin 2019, le ministre confirma sa décision de retrait dans les termes suivants :

« (...) Je me permets de revenir au dossier sous rubrique et à votre missive du 29 avril 2019.

Par courrier recommandé du 4 avril 2019, notifié en date du 8 avril 2019, j'ai transmis à votre mandant ma décision de retrait de droit de séjour.

Dans votre courrier susnommé, vous contestez le fait que votre mandant ait perdu la qualité de travailleur, en application de l'article 7, paragraphe (1), point 2. de la loi modifiée du 29 août 2009 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, partant du constat qu'il est actuellement inscrit à l'ADEM, en qualité de demandeur d'emploi.

Il importe cependant de soulever qu'au moment de l'envoi et réception de ma lettre du 21 janvier 2019, annonçant mon intention de procéder à un retrait du droit de séjour de votre mandant, il n'était pas inscrit à l'ADEM, depuis le 26 septembre 2018, et était bénéficiaire du revenu d'inclusion sociale. Ce n'est qu'en réaction à la lettre du 21 janvier 2019, que votre mandant s'est de nouveau inscrit à l'ADEM, en date du 6 février 2019, tout en continuant de bénéficier du revenu d'inclusion sociale.

En présence des faits exposés ci-dessus, votre mandant ne peut manifestement pas se prévaloir de l'article 7 de la loi susnommée, étant donné que sa nouvelle inscription ne faisait pas suite à un chômage involontaire. Seule la période du 2 mars 2018 au 26 septembre 2018 peut être considérée comme découlant directement du chômage involontaire de votre mandant, étant donné que son activité professionnelle avait cessé au 28 février 2018. Par conséquent, votre mandant n'accomplit pas toutes les conditions de l'article 7, paragraphe (1), point 2. de la loi susnommée. Par ailleurs, la question peut être posée sur les intentions de votre mandant et sa motivation à trouver un emploi, étant donné qu'il n'a pas été enregistré auprès de l'ADEM du 26 septembre 2018 au 6 février 2019 et sa nouvelle inscription a clairement été effectuée en réaction à mon courrier du 21 janvier 2019.

Je ne peux donc que réitérer les propos de ma décision du 4 avril 2019, votre mandant représentant à ce moment une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.(...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 13 août 2019, inscrite sous le numéro 43440 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours en annulation contre la décision ministérielle précitée du 4 avril 2019. Par requête séparée déposée le même jour, inscrite sous le numéro 43441 du rôle, il a encore introduit une demande tendant à voir prononcer un sursis à exécution, sinon une mesure de sauvegarde par rapport à cette décision ministérielle jusqu'au jour où le tribunal administratif aura statué sur le mérite du recours au fond. Cette demande fût accordée par ordonnance du président du tribunal administratif, du 16 août 2019, inscrite sous le numéro 43441 du rôle.

Dans la mesure où l'article 109 de la loi du 29 août 2008 prévoit un recours en annulation contre les décisions du ministre prises sur base de l'article 25 de la même loi, le tribunal est valablement saisi du recours en annulation qui est encore recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

A titre liminaire, force est de relever que, bien que le demandeur s'est borné à viser dans sa requête introductive d'instance l'unique décision de refus du ministre du 4 avril 2019

et non pas la décision confirmative du 26 juin 2019, intervenue sur recours gracieux, les deux décisions ne sont pas distinctes mais forment un seul ensemble, de sorte qu'un recours contentieux dirigé contre la seule décision initiale est dès lors recevable¹.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur déclare être entré sur le territoire luxembourgeois en 2016 où il se serait régulièrement enregistré et où il résiderait régulièrement ensemble avec son épouse qui occuperait un poste à temps plein en qualité d'aide-traiteur.

Il précise encore qu'il aurait lui-même occupé plusieurs postes depuis son arrivée sur le territoire luxembourgeois, ce qui ressortirait d'un certificat délivré par le Centre commun de la sécurité sociale, désigné ci-après par « le CCSS » d'après lequel il aurait travaillé du 1^{er} février 2016 jusqu'au 2 mars 2018.

Il fait ensuite valoir qu'en raison de graves problèmes de santé, documentés par différents certificats médicaux, il aurait été en incapacité de travail du 28 novembre 2018 au 10 février 2019, incapacité suite à laquelle il aurait rencontré des difficultés d'insertion professionnelle.

Le demandeur insiste encore sur la circonstance qu'il se serait inscrit comme demandeur d'emploi à l'ADEM en date du 6 février 2019 et qu'il aurait poursuivi des démarches nécessaires pour trouver un emploi en envoyant son *curriculum vitae* à diverses sociétés.

Il retrace ensuite les rétroactes dressés ci-avant et précise qu'il serait actuellement occupé en qualité d'agent de sécurité sur le territoire luxembourgeois suivant contrat de travail à durée déterminée renouvelable du 13 juin 2019.

En droit et quant à la légalité externe de la décision attaquée, il conclut à l'incompétence *intuitu personae* de l'auteur de la décision déférée, alors que seul le ministre aurait compétence pour prendre « une décision de révocation du droit de séjour dans le cadre de l'application de la loi du 29 août 2008 (...) » et que ni ladite loi, ni une autre disposition normative n'attribueraient une telle compétence à un fonctionnaire.

Or, la décision déférée aurait été signée par un fonctionnaire dont l'identité ne serait pas indiquée dans la décision, absence d'indication qui serait par ailleurs contraire aux règles de transparence des actes émanant des autorités administratives, cette irrégularité de forme lui causant un préjudice, alors que la décision déférée serait le fruit d'une erreur d'appréciation de la part d'un fonctionnaire qui n'aurait pas eu compétence de la prendre.

Quant à la légalité interne, le demandeur conclut, principalement à la violation des articles 6 et 7 de la loi du 29 août 2008, alors qu'il ressortirait d'un certificat du CCSS qu'il aurait régulièrement travaillé sur le territoire luxembourgeois du 1^{er} février 2016 au 2 mars 2018, soit pendant une durée minimale de deux ans et qu'il aurait été, à la date de la notification de la décision déférée, inscrit en qualité de demandeur d'emploi à l'ADEM, de sorte à ce qu'il aurait parfaitement conservé sa qualité de travailleur au sens de l'article 7, point 1 de la loi du 29 août 2008.

¹ Cour adm., 25 avril 2017, n° 38943 du rôle, Pas. Adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 366 et les autres références y citées.

Il fait encore valoir, qu'à l'heure actuelle, il serait régulièrement occupé sur le territoire luxembourgeois, de sorte à remplir la condition prévue à l'article 6 de la même loi.

La décision violerait ainsi non seulement l'article 6 de la loi du 29 août 2008, mais également le principe de la libre circulation des citoyens de l'Union européenne et des ressortissants des Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen.

Subsidiairement, le demandeur conclut à la violation de l'article 24 alinéa 3 de la loi du 29 août 2008, dans la mesure qu'il n'aurait bénéficié du revenu d'inclusion sociale qu'à partir du 1^{er} octobre 2018, tandis qu'il serait entré sur le territoire luxembourgeois en 2016 et que la date à laquelle il aurait perçu ledit revenu serait concomitante avec le début de ses problèmes de santé, de sorte à ce qu'il n'aurait perçu ce revenu que dans des circonstances exceptionnelles liées à son état de santé.

Le ministre aurait dès lors commis une erreur manifeste d'appréciation en omettant de prendre en compte ces circonstances exceptionnelles, la décision déférée violant ainsi par ailleurs l'article 24, paragraphe (3) de la loi du 29 août 2008.

Dans son mémoire en réponse, le délégué de gouvernement conclut au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Il explique, en ce qui concerne la légalité externe de la décision déférée, que le fonctionnaire ayant signé ladite décision aurait été un certain Monsieur ... qui aurait disposé d'une subdélégation de signature lui attribuée en date du 11 octobre 2018 de la part de Monsieur ..., premier conseiller de légation, qui bénéficierait lui-même d'un droit de signature en lieu et place du ministre en application d'un arrêté ministériel du 4 décembre 2014, cette subdélégation valant entre autre pour toute affaire relevant de la direction de l'Immigration, Service Etrangers, à l'exception du chapitre 4, section 3 de la loi du 29 août 2008 et valant dès lors aussi pour la décision déférée.

Si le nom du fonctionnaire ne figurerait pas sur la décision déférée, il figurerait par contre sur le courrier du 21 janvier 2021 annonçant au demandeur l'intention de retrait du droit de séjour, ainsi que sur la décision confirmative du 26 juin 2019.

En ce qui concerne la violation alléguée de l'article 6 de la loi du 29 août 2008, le délégué du gouvernement souligne que le demandeur n'aurait, le jour du retrait de son titre de séjour, exercé aucune activité de travailleur, n'aurait pas disposé de ressources suffisantes pour ne pas devenir une charge pour le système d'assistance sociale et n'aurait pas été inscrit dans un établissement d'enseignement public ou privé agréé au Grand-Duché de Luxembourg, de sorte à ne remplir aucune des conditions prévues audit article 6.

En ce qui concerne l'article 7, paragraphe (1), point 2) de la loi du 29 août 2008, également invoqué par le demandeur, le délégué du gouvernement rappelle que ce dernier, tout en ayant travaillé au Luxembourg du 1^{er} février 2016 au 2 mars 2018 et tout en ayant touché des indemnités de chômage du 2 mars 2018 au 30 juillet 2019, n'aurait plus été inscrit à l'ADEM en tant que demandeur d'emploi à partir du 1^{er} août 2018, la réinscription à l'ADEM n'ayant eu lieu qu'en date du 6 février 2019, soit après avoir reçu le courrier du ministre du 21 janvier 2019 l'informant de son intention de lui retirer son titre de séjour, ladite réinscription ne présentant dès lors aucun lien avec la situation de chômage involontaire du

demandeur, de sorte à ce que la condition prévue à l'article 7, paragraphe (1), point 2) de ladite loi ne serait pas remplie.

En ce qui concerne la violation alléguée de l'article 24, paragraphe (4) de la loi du 29 août 2008, le délégué de gouvernement estime que le demandeur aurait perçu le revenu d'inclusion sociale en total pendant une période de 9 mois.

A ce titre, le délégué de gouvernement fait encore observer que non seulement la réinscription en qualité de demandeur d'emploi à l'ADEM et les recherches de travail du demandeur n'auraient eu lieu qu'une fois qu'il aurait été informé de l'intention du ministre de lui retirer son titre de séjour, mais encore que les périodes d'incapacités de travail dont se prévaudrait le demandeur pour justifier son recours au revenu d'inclusion sociale se situeraient à 4 mois après le premier versement dudit revenu.

Il y aurait également lieu de constater que l'épouse du demandeur, en parfaite santé, ne travaillerait que 10 heures par semaine, que le demandeur ne travaillerait actuellement plus depuis le 6 novembre 2019 et qu'il n'aurait eu que des contrats intérimaires de quelques jours voire semaines depuis, de sorte à ce que les revenus du demandeur ne suffiraient pas pour subvenir à ses besoins, de manière à ce qu'il chercherait tôt ou tard de bénéficier à nouveau du revenu d'inclusion sociale.

Le demandeur constituant dès lors une charge pour le système d'assistance sociale au sens de l'article 24, paragraphe (4) de la loi du 29 août 2008, la décision déférée serait fondée.

En ce qui concerne d'abord le moyen relatif à l'incompétence *intuitu personae* de l'auteur de la décision attaquée, tel que soulevé par le demandeur, le tribunal tient à rappeler qu'un administré qui conteste la qualité du signataire d'un acte administratif doit spécifier en quelle mesure les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 22 décembre 2000 concernant la délégation de signature par le gouvernement n'ont pas été respectées² et il lui appartient, le cas échéant, de s'enquérir au ministère d'Etat si la signature apposée sur la décision attaquée est conforme au spécimen de la signature du fonctionnaire délégué. Par ailleurs, une décision non conforme aux énonciations de l'arrêté grand-ducal du 22 décembre 2000, en ce que le nom du signataire par délégation n'est pas indiqué, n'encourt pas l'annulation, car s'agissant d'un élément de pure forme ne mettant point en cause l'existence même de la décision ministérielle déférée. Ainsi, l'absence de grief démontré dans le chef du demandeur emporte l'absence de sanctions au niveau du contentieux administratif, encore que la qualité des relations entre administration et administré ait pâti en l'espèce de ce chef³.

En l'espèce, mise à part le fait que le demandeur reste en défaut de préciser en quoi les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 22 décembre 2000 concernant la délégation de signature par le gouvernement n'auraient pas été respectées et qu'il ne résulte pas non plus des éléments à disposition du tribunal qu'il se serait enquis au sujet de l'identité du signataire de la décision litigieuse auprès du ministère d'Etat, de même que le demandeur ne se prévaut d'aucun grief en ce qui concerne ses droits de la défense, il y a lieu de constater qu'il ressort du dossier administratif que la décision sous analyse a été signée par Monsieur ..., disposant d'une subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur ..., premier conseiller de

² voir trib. adm. 27 février 1997, n° 9605 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Actes administratifs, n° 171, et autres références y citées.

³ trib. adm. 13 octobre 2003, n° 16172 du rôle, conf. par Cour adm. du 3 février 2004, n°17124C du rôle, Pas. adm. 2020, V° Actes administratifs, n° 172.

légation qui dispose lui-même d'un droit de signature en lieu et place du ministre en application d'un arrêté ministériel du 4 décembre 2014.

Il s'ensuit que ce moyen est rejeté pour ne pas être fondé.

Quant à la légalité interne de la décision, le tribunal relève à titre liminaire qu'il est de principe que la légalité d'une décision administrative s'apprécie, dans le cadre d'un recours en annulation, en considération de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, étant donné que le juge, lorsqu'il contrôle les décisions de l'administration, doit se placer au même moment et il ne peut tenir compte des circonstances de droit ou de fait postérieures à l'acte attaqué, puisque dans le contentieux de l'annulation, il ne peut pas substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative⁴. La légalité d'un acte administratif se trouve donc en principe cristallisée au moment où cet acte est pris et le juge se place exactement dans les mêmes conditions où se trouvait l'administration⁵ : c'est la logique du procès fait à un acte.

Aussi, la vérification de la matérialité des faits s'effectue, en principe, d'après les pièces et éléments du dossier administratif⁶ - ce dernier comprenant non seulement les documents administratifs, mais encore les renseignements fournis par l'administré, ses explications, tantôt appuyées de preuves diverses, tantôt non contestées par l'administration⁷ - respectivement en fonction des éléments dont l'autorité a connaissance ou aurait dû avoir connaissance au moment où elle statue : en revanche il ne saurait être reproché à l'autorité administrative de ne pas avoir tenu compte d'éléments qui ne lui ont pas été présentés en temps utile⁸, étant rappelé qu'en l'espèce et tel que relevé ci-avant, le tribunal est valablement saisi d'un recours contre la décision du ministre du 4 avril 2019 formant un seul tout avec la décision confirmative du 26 juin 2019 intervenue suite à un recours gracieux.

Il convient ensuite de constater que la décision déférée par le biais de laquelle le demandeur s'est vu retirer son droit de séjour au Luxembourg est basée tant sur l'article 25 de la loi du 29 août 2008, pris en son premier paragraphe, qui précise que, « *(1) En cas de non-respect des conditions visées à l'article 24, paragraphes (1) et (2) ou en cas d'abus de droit ou de fraude, le citoyen de l'Union et les membres de sa famille peuvent faire l'objet d'une décision de refus de séjour, d'un refus de délivrance ou de renouvellement d'une carte de séjour ou d'un retrait de celle-ci et, le cas échéant d'une décision d'éloignement.* », que sur l'article 24 de la même loi précisant que « *(1) Le citoyen de l'Union et les membres de sa famille ont un droit de séjour tel que prévu aux articles 5 et 13 tant qu'ils ne deviennent pas une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.*

(2) Ils ont un droit de séjour d'une durée supérieure à trois mois tant qu'ils remplissent les conditions prévues aux articles 6, paragraphe (1) et 7 ou aux articles 14 et 16 à 18.

(3) Le recours au système d'assistance sociale par un citoyen de l'Union ou un membre de sa famille n'entraîne pas automatiquement une mesure d'éloignement du territoire.

⁴ Conseil du Contentieux des étrangers belge, 28 mai 2010, n° 44.164.

⁵ Jean-Marie Auby et Roland Drago, Traité des recours en matière administrative, Litec, 1992, n° 205.

⁶ Fernand Schockweiler, Le contentieux administratif et la procédure administrative non contentieuse en droit luxembourgeois, 1996, n° 276.

⁷ Alex Bonn, *L'examen du fait par le Conseil d'Etat, étude de jurisprudence luxembourgeoise*, Le Conseil d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, livre jubilaire, p.552.

⁸ Voir trib. adm. 11 juin 2012, n° 29126 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en annulation, n°23 et les autres références y citées.

(4) La charge pour le système d'assistance sociale est évaluée en prenant notamment en compte le montant et la durée des prestations sociales non contributives qui ont été accordées, ainsi que la durée du séjour. ».

Plus spécifiquement, le ministre a prononcé le retrait du droit de séjour du demandeur sur base des articles 24, paragraphe (2) et 25, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008, ainsi que sur base de l'article 24, paragraphe (4) de ladite loi en ce qu'il représenterait une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale.

Aux termes de l'article 6, paragraphe (1), point 1 de la loi du 29 août 2008, auquel renvoie l'article 24, paragraphe (2) de la même loi, « *Le citoyen de l'Union a le droit de séjourner sur le territoire pour une durée de plus de trois mois s'il satisfait à l'une des conditions suivantes: 1. Il exerce en tant que travailleur une activité salariée ou une activité indépendante (...)* »

Il ressort des pièces versées en cause, que si le demandeur a régulièrement travaillé sur le territoire luxembourgeois du 1^{er} février 2016 au 2 mars 2018, il n'a cependant pas invoqué en phase précontentieuse avoir exercé une activité indépendante ou salariée en date des décisions déférées, ce constat n'étant pas éterné par le contrat de travail à durée déterminée signé en date du 13 juin 2019 par le demandeur, alors qu'il ne ressort d'aucun élément du dossier administratif que ledit contrat ait été porté à la connaissance du ministre avant la phase contentieuse et avant que celui-ci n'ait pris la décision déférée, respectivement la décision confirmative sur recours gracieux, étant encore relevé que le tribunal de céans, statuant dans le cadre d'un recours en annulation, doit vérifier les conditions matérielles et légales au moment où la décision déférée a été prise.

Il s'ensuit que c'est à bon droit que le ministre a estimé que le demandeur ne remplissait plus les conditions de l'article 6, paragraphe (1), point 1 de la loi du 29 août 2008.

Dans la mesure où le demandeur estime avoir gardé sa qualité de travailleur en application de l'article 7, paragraphe (1), point 2 de la loi du 29 août 2008, il échet de vérifier si les conditions y prévues sont remplies dans son chef.

Aux termes de l'article 7, paragraphe (1), point 2 de la loi du 29 août 2008 « *Le citoyen de l'Union conserve la qualité de travailleur après avoir exercé une activité salariée ou indépendante sur le territoire, s'il satisfait à l'une des conditions suivantes: (...) il se trouve en chômage involontaire après avoir travaillé pendant plus d'un an et s'est fait enregistrer en qualité de demandeur d'emploi auprès de l'Administration de l'Emploi ;* ».

Or, il ressort des explications du délégué de gouvernement, non contestées par le demandeur, que celui-ci a touché des indemnités de chômage du 2 mars 2018 au 30 juillet 2018 et a cessé d'être inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès de l'ADEM à partir du 1^{er} août 2018. Il est également constant en cause que le demandeur s'est de nouveau inscrit à l'ADEM en tant que demandeur d'emploi en date du 6 février 2019.

Le tribunal constate que, si le demandeur était en effet inscrit en tant que demandeur d'emploi en date de la décision déférée, respectivement à la date de la décision du 26 juin 2019, cette inscription n'a pas eu lieu à la suite directe de la perte de l'activité exercée pendant plus

d'un an, de sorte à ce que les conditions de l'article 7, paragraphes (1), point 2 de la loi du 29 août 2008 ne se trouvent pas réunies dans le chef du demandeur.

Ce moyen est dès lors rejeté pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne une prétendue violation de l'esprit et du but recherché par la loi du 29 août 2008 qui tendrait à faciliter la libre circulation des citoyens de l'Union européenne invoquée dans ce contexte, force est de relever qu'à défaut de tout développement y relatif de la part du demandeur, le tribunal n'est pas en mesure d'analyser ce moyen, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer la carence de la partie demanderesse dans la présentation de ses moyens et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions.⁹ Ledit moyen est dès lors à rejeter.

Il s'ensuit que c'est à bon droit que le ministre a procédé au retrait de l'autorisation de séjour supérieure à trois mois du demandeur pour non-respect des conditions de l'article 24, paragraphe (2) de la loi du 29 août 2008.

En application de l'article 24, paragraphe (1) de la loi du 29 août 2008, le citoyen de l'Union européenne, qui n'a pas la qualité de travailleur, perd son droit de séjour inférieur à trois mois tel que prévu aux articles 5 et 13 de la même loi à partir du moment où il devient une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale, cette charge étant évaluée en application de l'article 24, paragraphe (4) de la même loi, aux termes duquel doivent notamment être pris en compte le montant et la durée des prestations sociales non contributives qui ont été accordées, ainsi que la durée de séjour.

Il est constant en cause que le demandeur, ayant exercé une activité professionnelle sur le territoire luxembourgeois du 1^{er} février 2016 au 2 mars 2018, a touché des indemnités de chômage du 2 mars 2018 au 30 juillet 2018 et ensuite le revenu d'inclusion sociale à partir du 1^{er} août 2018 jusqu'en avril 2019 à hauteur de ... euros.

Il y a lieu de constater, en premier lieu, que le demandeur reste en défaut de prouver que son recours au revenu d'inclusion sociale serait lié à son état de santé, alors que les certificats médicaux versés font état d'une blessure au niveau du dos en date du 24 novembre 2018, lui ayant valu des soins et congés maladies entre ladite date et le 5 décembre 2018, soit sur une période d'environ deux semaines, quatre mois après le début de perception du revenu d'inclusion sociale, étant relevé que le demandeur n'établit pas non plus en quelle mesure ces problèmes de santé l'auraient empêché de rechercher un nouvel emploi par après.

Le tribunal constate par contre, que le demandeur n'a bénéficié du revenu d'inclusion sociale que sur une période de 9 mois et ce pour une première fois depuis son arrivée sur le territoire luxembourgeois deux ans et demi plus tôt, période pendant laquelle il a toujours exercé une activité professionnelle, de sorte qu'au jour de la décision déférée, le demandeur n'était pas à considérer comme une charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale en application de l'article 24, paragraphes (1) et (4) de la loi du 29 août 2008.

Il s'ensuit que la décision déférée, en ce qu'elle ordonne au demandeur de quitter le territoire endéans 30 jours est à annuler pour violation de la loi.

⁹ Tribunal administrative, 5 juillet 2000, n° 11527 du rôle, Pas.adm. 2020, V° Procédure contentieuse n° 461 et les autres références citées

Par ces motifs,

le tribunal administratif, quatrième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, déclare le recours non justifié en ce qu'il vise l'annulation du retrait de l'autorisation de séjour en tant que travailleur prononcé par la décision du ministre de l'Immigration et de l'asile du 4 avril 2019, partant le rejette ;

déclare le recours justifié en ce qu'il vise l'annulation de l'ordre de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours contenu dans la même décision ;

partant annule l'ordre de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours prononcé par la décision précitée ;

condamne l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 25 mai 2021 par :

Paul Nourissier, vice-président,
Olivier Poos, premier juge,
Laura Urbany, attaché de justice délégué,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Paul Nourissier

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 25 mai 2021
Le greffier du tribunal administratif